

Document 1 :

**16/02/2010 Libération**

## **L'arbre et la forêt**

### **Portrait**

#### **MARC ONA ESSANGUI**

Le pouvoir gabonais surveille ce patron d'ONG écolo et anticorruption, pionnier d'une société civile africaine.

Sur la table de chevet de sa chambre d'hôtel, un livre : *l'Afrique humiliée*, signé par l'ancienne ministre malienne du Tourisme, Aminata Traoré. Mais chez Marc Ona Essangui, aucune once de revanchisme ou de déploration postcoloniale. Calé dans son fauteuil roulant – il a contracté la poliomyélite enfant -, le patron de la petite mais dynamique ONG Brainforest (une quinzaine de permanents, le double de volontaires) parcourt la planète pour tenter d'empêcher la destruction de la forêt primaire du Gabon. Il était ainsi à Copenhague, début décembre, lors du sommet sur le climat. Entamé il y a dix ans, son combat a été couronné, en mai 2009, par l'attribution du prestigieux prix Goldman, décerné par une fondation américaine en faveur des défenseurs de l'environnement. 900 000 euros de récompense.

Le jackpot n'est pas monté à la tête de ce père de trois enfants (dont des jumeaux), marié à une secrétaire : il vit toujours dans son modeste appartement de Libreville, la capitale du Gabon. Cette reconnaissance internationale le protégera-t-elle, désormais, des foudres du pouvoir ? Pas sûr. Il y a un an, Marc Ona avait été jeté en prison avec plusieurs activistes gabonais. Tous étaient accusés de vouloir déstabiliser le gouvernement alors que le président Omar Bongo se mourait. Sous la pression internationale, suite notamment à un courrier officiel de la speaker de la Chambre des représentants des Etats-Unis, la démocrate Nancy Pelosi, cet homme timide de 47 ans a été relâché, après une dizaine de jours de cachot dans des conditions sanitaires épouvantables.

Un vrai poison que ce Marc Ona pour le pouvoir gabonais. Il fait partie de cette poignée de militants africains qui, en marge d'une sphère politique largement gangrenée par la corruption, ont décidé de faire bouger leur pays de l'intérieur. Avec l'aide active des ONG du Nord. A son tableau de chasse, l'activiste a déjà accroché un projet d'exploitation minière concédé par le gouvernement gabonais aux Chinois au beau milieu d'une réserve naturelle. Devant le scandale, révélé par Brainforest, l'investisseur – une banque chinoise – a préféré renoncer. Marc Ona œuvre aussi au sein de la branche gabonaise de la coalition internationale «Publiez ce que vous payez», qui milite en faveur de la transparence dans le secteur pétrolier. Un véritable défi dans ce pays qui, jadis, fit les beaux jours d'Elf Aquitaine.

Forcément, le clan du Président a cru déceler sa main dans l'affaire dite des «biens mal acquis» qui a tant miné la fin du «doyen», Omar Bongo, décédé en juin 2009, après plus de quarante ans passés au sommet de l'Etat. A la suite d'une plainte déposée par des ONG en France, la police a inventorié le patrimoine immobilier de la famille régnante du Gabon. Plutôt impressionnant : une vingtaine de propriétés à Paris et sur la Côte d'Azur, des comptes

bancaires en pagaille et des voitures de luxe à gogo, dont certaines ont été payées par le Trésor public du Gabon. Mais pour une fois, Marc Ona n'y était pour rien, même s'il soutient pleinement la procédure, que la justice française s'apprête à enterrer.

Pour lui, l'intronisation de Bongo reste intimement liée à un drame personnel : celui de sa maladie, et du handicap à vie qui en a résulté. Né dans un village du nord du Gabon, au lendemain de l'indépendance de cette ex-colonie française, Marc est atteint par un mal mystérieux alors qu'il n'a pas 7 ans. Ses muscles ne répondent plus. Son père, un planteur de cacao relativement aisé, passe de guérisseur en guérisseur. *«Dans les années 1960, au fin fond de la brousse, personne n'avait jamais entendu parler de la poliomyélite. Mon père était persuadé qu'un oncle jaloux m'avait jeté un mauvais sort»*, explique-t-il. Il porte à jamais une cicatrice sur le flanc, séquelle d'un bain brûlant qui était censé vaincre le mal.

Passé le temps de l'incompréhension, le jeune garçon et sa famille font face. Ses parents se débrouillent pour l'emmener coûte que coûte à l'école. *«Quand, découragé, je refusais parfois d'y aller, mon père me battait, confie-t-il. Il a toujours voulu que je fasse et que je sois comme les autres.»* Dans son malheur, Marc a une chance : il est né au sein de l'ethnie majoritaire du pays, les Fang, où l'enfant – qu'il soit handicapé ou pas – est sacré.

L'élève est doué. Il poursuit avec succès son cursus au sein des institutions catholiques du pays. *«J'avais un défi à relever, murmure-t-il. Je n'étais pas comme les autres, je n'étais pas le plus charmant aux yeux des filles. Je voulais avoir de bonnes notes pour me faire remarquer.»*

Son amour pour la forêt remonte à l'enfance. *«Nos billes ou nos jeux vidéo, c'étaient les parties de chasse ou de pêche dans la forêt. Ce milieu ne m'est jamais apparu hostile.»* Un cousin, plus jeune que lui, le trimbale sur son dos en permanence. *«Il ne voulait pas que je rate ces bonheurs quotidiens, cette fierté de pouvoir ramener le soir du poisson à sa mère.»* Ils ne se sont jamais perdus de vue : son ange gardien est aujourd'hui fonctionnaire à Libreville.

Après avoir obtenu son bac, Marc songe à faire son droit. Mais la fac n'est pas équipée de rampe, impossible d'accéder aux salles de cours. Il se rabat alors sur l'étude des nouvelles technologies, qui vont le passionner. Il trouve rapidement du boulot au sein du bureau du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Parallèlement, il s'implique dans des associations de défense des droits des handicapés pour lutter contre *«la stigmatisation énorme»* dont ils souffrent à Libreville. Mais Marc Ona refuse de se laisser enfermer : *«Je suis avant tout un citoyen gabonais qui s'intéresse aux problèmes de la cité.»*

Lorsqu'un Italien amoureux du Gabon lui révèle l'existence de chutes magnifiques, celles de Kongou et Mingouli, dans le nord-est du pays, menacées par l'exploitation des bois environnants par une société française, il ne réfléchit pas longtemps avant de s'engager dans ce nouveau combat en faveur de la nature. Curieusement, il ne s'est jamais rendu sur le site de ces chutes. Longtemps, elles ne furent accessibles que par pirogue. Trop dangereux pour un handicapé. Depuis, une route a été construite, mais Marc Ona, qui a tenté de s'opposer à sa construction pour ne pas dénaturer le site, refuse de l'emprunter.

*«Ce sont les sociétés civiles qui vont balayer Ali Bongo [qui a succédé à son père en août] et consorts, pas les partis»*, assure-t-il. Comme de nombreux Gabonais, il se dit persuadé que le fiston a été propulsé au pouvoir avec l'aide active de la France, avec laquelle il entretient des

rapports dépourvus d'affect. Et de citer Obama : «L'Afrique n'a pas besoin de dirigeants forts, mais d'institutions fortes.»

En 6 dates

17 septembre 1962 : Naissance dans le nord du Gabon.

1967 : Omar Bongo devient président.

1998 : Création de l'ONG Brainforest.

Décembre 2009 : Incarcéré durant dix jours à Libreville.

Mai 2009 : Lauréat du prix Goldman. 8 juin 2009 Omar Bongo meurt des suites d'un cancer.

Source : <http://www.liberation.fr/monde/0101619556-l-arbre-et-la-foret>

Document 2 :

**Lettre Ouverte Au Président de la République Française**

*Cette lettre ouverte adressée par Marc Ona et moi au président de la République française, a été déposée à l'ambassade de France au [Gabon](#) le 23 février 2010, la veille de l'arrivée de Nicolas Sarkozy au Gabon.*

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

[Monsieur](#) le président,

Dans la perspective de votre arrivée, le gouvernement gabonais s'applique à maquiller Libreville. Ce ravalement de façade qui est à l'image des relations entre nos pays et qui nous rappelle la tournée de [Charles](#) de [Gaulle](#) en Afrique Équatoriale Française, vient rappeler aux Gabonais qui l'avaient oublié, que l'Empire est toujours vivace.

Monsieur le président,

L'intelligence politique qui vous a porté au pouvoir est reconnue de tous. Cependant, il nous est très sincèrement difficile de comprendre que vous perpétuez les mêmes relations France-Gabon depuis que Bouët-Willaumez s'est emparé de nos terres et de nos richesses contre bibelots, colifichets et verroteries déversées aux pieds d'un roitelet qui n'était que le chef d'un des petits villages côtiers du vaste territoire que vous nous avez ravis et qui, au demeurant, ne comprenait rien de ce qu'il signait.

Comme les premiers «explorateurs», tous les chefs d'État français ont pillé nos richesses moyennant des babioles et des amusettes solennellement livrées à nos potentats.

Vous, Monsieur Nicolas Sarkozy, en vous engageant solennellement à rompre avec la nature des relations entre la France et l'Afrique, avez démontré que vous êtes dans la plus pure tradition néocoloniale.

En effet, [Charles](#) De [Gaulle](#) n'avait-il pas proclamé l'autodétermination et l'Indépendance, tout en chargeant Jacques Foccart, Elf, les forestiers, Léon Mba et Bongo de s'appliquer à œuvrer pour le contraire de ce qu'il prônait ?

Valéry Giscard d'Estaing n'a-t-il pas déclamé un «l'Afrique aux Africains», tout en pillant les colonies, en encourageant l'émergence de rois nègres, jusqu'à participer à l'intronisation de l'Empereur Bokassa pour téléporter, ensuite, son veule successeur David Dacko, sans demander l'avis des Centrafricains ?

François Mitterrand, auréolé de l'image progressiste du socialiste, n'a-t-il pas évité soigneusement de concrétiser les espoirs suscités par son «discours historique» de La Baule ?

Jacques Chirac n'a-t-il pas entretenu des relations personnelles avec vos vassaux, tellement dociles qu'il n'a pas hésité à injurier la conscience africaine en qualifiant Gnassingbé Eyadéma de «brave type», dans la plus pure tradition condescendante et paternaliste ? Et vous, Monsieur le Président, feriez-vous l'injure à la conscience nationale gabonaise de prétendre que les relations France-Gabon unissent le peuple gabonais et le peuple français ? Si vous nous faites l'outrage de le prétendre, alors expliquez-nous ce que faisait Pascaline Bongo, directeur de cabinet de notre président, au congrès UMP qui vous a investi à la candidature à la présidence de la République ! Dites-nous combien d'autres pays «amis» ont envoyé des délégations, même officieuses, au congrès d'un parti politique français ! Couverts par vos «accords», vous n'hésiteriez pas à faire massacrer les Gabonais s'ils s'en prenaient aux Bongo dont la résidence se confond avec votre base militaire, la seule, de toute la Françafrique, pour cette raison, que vous ne fermerez jamais.

Monsieur le président de la République,

Comme vos prédécesseurs, vous continuez à maintenir à la tête de notre pays, des traitres à la Nation dont aucun Gabonais sincère ne veut plus depuis des décennies. Nous comprenons que, pour vous, les intérêts de vos amis de la bourgeoisie d'affaires français sont autrement supérieurs à la vie et au destin de tout le peuple gabonais. C'est pourquoi, dans le sillage de tous vos déplacements, vous emportez toujours la vermine avec vous, VRP d'[Areva](#), de Bolloré, de Total et autres esclavagistes infâmes, appuyés par la gouaille de Bernard Kouchner. Entre deux de vos hyperactivités médiatiques obsessionnelles, avez-vous pris le temps de vous demander comment un Gabonais pouvait ressentir le fait de se voir donner des leçons par ce Docteur Justice qui nous a volé près de deux milliards de francs pour une expertise révolutionnaire qui, parce que nous sommes un peuple de benêts, nous a appris ce que nous ignorions : que notre système sanitaire est malade et que l'Etat doit assurer la santé à chaque Gabonais ?

Mais si les Gabonais sont malades, Monsieur le Président, si notre espérance de vie régresse (alors que la progression de celle des Français est la meilleure au monde), c'est parce que la dette que vous nous accordez généreusement pour nous «aider» à nous développer finit invariablement dans les paradis fiscaux –dont vous êtes pourtant le grand pourfendeur–, dans l'acquisition d'hôtels particuliers dans les quartiers chics de Paris et sur la Côte d'Azur, dans l'achat de voitures de prestige et de gadgets coruscants, dans les malles d'argent que distribue le 52, Avenue Foch, dans le financement de vos partis politiques et de vos campagnes électorales.

Vous fermez les yeux sur ces crimes économiques, car ils vous profitent. Ils ont, par exemple, permis à Areva de faire de notre pays le théâtre d'une tragédie sourde, et de nos peuples, des morts-vivants. C'est, en effet, au sacrifice de toute la ville irradiée de Mounana que vous ferez d'Areva, le numéro un mondial du nucléaire. Avec Areva, vous perpétuez l'esclavage assassin du Chemin de fer Congo-Océan.

Monsieur le président de la République,

Maître d'œuvre et imperator de la Françafrique, vous êtes à la tête d'une association de malfaiteurs. C'est pourquoi vous avez pesé de tout votre poids pour faire avorter la plainte Biens Mal Acquis destinée à restituer aux Gabonais le patrimoine public détourné par le défunt président gabonais dont vous étiez le visiteur le plus assidu de toute la classe politique française. Vous avez d'autant désamorcé cette plainte que le chef d'accusation de détournements de fonds publics s'achevait par «complicités».

Seriez-vous capable de nous dire quelle différence il y aurait entre la troupe qui massacre un village ou des manifestants dans un stade, et vous, et vos vassaux qui, en vous appropriant les moyens devant permettre à un peuple entier de naître, de vivre, de grandir, de s'éduquer, de se soigner, de travailler, d'aimer, êtes responsables de la mort d'au moins un Gabonais par jour, à l'échelle d'un mandat présidentiel renouvelable à vie ? Nos morts ne sont pas spectaculaires,

certes, car elles ne sont pas couvertes par la plupart de vos médias qui, comme vous, considèrent que la famine, les guerres tribales, l'économie de la cueillette, la boulimie de jouissances sont des valeurs cardinales et naturelles du bon sauvage, ce grand enfant à qui on ne saurait confier le destin d'une nation.

En privilégiant l'intérêt des milieux affairistes par rapport à la vie et à l'avenir des Gabonais, la Françafrique est coupable de crime contre l'humanité.

En réduisant les relations France-Gabon aux relations d'affaires et de palais, vous prenez la responsabilité d'opposer deux peuples qui, sans vos forfaits, n'auraient aucune raison de se haïr.

Monsieur le président,

Le cinquantenaire que vos factotums s'apprêtent à célébrer est, pour nous, un moment de deuil.

Nous venons donc, ici, vous informer que ce jour, par cette lettre ouverte, nous signons solennellement l'acte de décès de la Françafrique au Gabon.

Il est donc superfétatoire, Monsieur le Président, de vous dire que votre ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, votre secrétaire d'Etat aux colonies, Alain Joyandet et votre ami Robert Bourgi sont désormais indésirables au Gabon et que vous n'êtes pas le bienvenu.

Grégory Ngbwa Mintsá, *partie civile dans la plainte Biens Mal Acquis*

Et Marc Ona Essangui, *Prix Goldman 2009*

Source : <http://gregoryngbwamintsa.blogvie.com>

---

Document 3 :

Le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) est un réseau d'associations de la société civile togolaise œuvrant dans la lutte contre l'impunité. Né au sein de la diaspora togolaise en France, il s'est ensuite implanté au Togo et s'est illustré par l'assistance juridique et judiciaire aux victimes des violences politiques en 2005. Témoignage d'un des membres, le juriste et journaliste, André Knangi Afanou.

### **Billets d'Afrique : L'impunité est-elle si courante au Togo qu'il faille créer un collectif d'associations pour le combattre ?**

**André Afanou :** Bien sûr. Déjà en 2004, le gouvernement du président défunt Gnassingbe Eyadéma, dans le cadre des 22 engagements pris devant l'Union Européenne, avait promis d'engager une lutte contre l'impunité pour que prévale un Etat de droit. Cela confirme, a contrario qu'il en reconnaissait l'existence ; avant et après 2005, beaucoup d'institutions et ONG nationales et internationales (Amnesty International, ONU notamment) avaient publié des rapports sur la situation du Togo d'où il ressortait clairement qu'il importait de tout faire pour bannir ce phénomène. Le chef de l'Etat actuel, Faure Gnassingbe, dans un discours désormais célèbre, prononcé le 28 juillet 2007 à Atakpamé en présence de la Représentante du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, reconnaissait l'existence du phénomène et s'engageait à le combattre. Une autre manifestation des l'impunité dont on parle très peu souvent, ce sont les crimes économiques.

Le CACIT a accompagné les victimes dans les procédures judiciaires en les amenant à déposer des plaintes (cinq en 2007, trente-sept en 2008 et trente-cinq en 2009). Notre travail consiste à recueillir les dépositions des victimes, rédiger et constituer les dossiers de plaintes et à offrir les services d'avocats. Nous constatons malheureusement que les autorités ne se pressent pas pour favoriser l'instruction des dossiers. La première des difficultés est de payer une caution pour chaque dossier de plainte (en moyenne 45 euros). Difficile de réunir les sommes demandées et le juge semble vouloir nous dissuader en fixant un montant exorbitant de près de 1500 euros. Outre les contraintes financières, nous avons aussi de réelles difficultés à trouver des avocats disponibles et même à les protéger des pressions de toutes sortes qui pourraient être exercées sur eux. Notre action nous a aussi valu des intimidations, nos locaux ayant été cambriolés par trois fois.

### **Billets d'Afrique : Justement, pour lutter contre l'impunité, une Commission vérité et réconciliation a été mise en place. Croyez-vous en cette démarche ?**

**André Afanou** : la Commission Vérité, justice et réconciliation était une proposition de la classe politique contenue dans l'Accord Politique Global signé en 2006. Après une longue inertie, le pouvoir s'est finalement résolu à le mettre sur pied en mai 2009. Il est heureux de constater que cette commission est présidée par un religieux, Mgr Barrigah, dont la probité morale et intellectuelle ne fait l'ombre d'aucun doute. Si d'autres personnalités du milieu universitaire et de la société civile en font aussi partie, beaucoup d'observateurs ont tout de même des appréhensions quand on sait qu'au moins quatre membres de cette commission ont directement été liés par le passé au pouvoir RPT. Pas de quoi rassurer les Togolais et encore moins les victimes alors que les consultations nationales en prélude à la création de la commission suggéraient que, justement ; les partis politiques en soient écartés. Mais nous refusons de faire un procès d'intention à cette commission en attendant de la voir à l'œuvre. D'ores et déjà, il y a deux éléments sur lesquels nous insistons auprès de la commission et de ses membres. D'une part, qu'on ne se contente pas d'une grande messe de la réconciliation pour absoudre les auteurs de crimes graves. Nous attendons qu'elle s'attache à établir la vérité des faits, auditionne les présumés auteurs et garantisse les réparations aux victimes. A cet effet, nous avons d'ailleurs mis en place une vaste Plateforme constituée de quarante cinq associations et représentants des médias pour travailler sur la question.

D'autre part, que malgré l'existence de cette commission, les victimes qui en font le choix pourront disposer de la voie judiciaire pour faire aboutir leurs demandes de réparation. Sur ce point, nous sommes heureux que le président de la CVJR ait rappelé solennellement, lors d'une émission animée sur la télévision publique nationale que sa commission n'entendait pas se substituer à la justice.

### **Billets d'Afrique : Quel est le climat politique à l'approche de l'élection présidentielle ?**

**André Afanou** : L'élection présidentielle représente souvent un enjeu très important en Afrique en général et au Togo en particulier. Actuellement le débat politique est très animé et le processus qui a conduit à la désignation des membres de la Commission électorale nationale indépendante a été marqué par des dissensions importantes entre les acteurs du jeu politique. Sur les conditions d'organisation, le débat sur le mode de scrutin a ressurgi : une large partie de l'opinion publique demande que le Togo revienne au mode de scrutin à deux tours. Sur un autre plan, la volonté du pouvoir de museler les médias en octroyant beaucoup de pouvoirs à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) a été dénoncée par les organisations de médias et la société civile ; la recomposition de la Cour

constitutionnelle a suscité aussi beaucoup de débats. Les conditions d'organisation de cette élection sont donc, à ce jour, loin d'être consensuelles. Nous espérons que les différentes parties prenantes aient à cœur de respecter la volonté des urnes et ne pas fausser les règles du jeu à leur profit.

### **Billets d'Afrique : Quel rôle la société civile entend-t-elle jouer lors de cette élection ?**

**André Afanou :** Les organisations de la société civile sont déjà mobilisées pour jouer un rôle à plusieurs niveaux notamment dans la sensibilisation des populations sur les enjeux et les mécanismes du vote, l'observation du processus, le plaidoyer auprès des institutions nationales et internationales afin de garantir une élection libre et démocratique et, au besoin, mettre en place un décompte parallèle des résultats.

### **Billets d'Afrique : Quelle attitude attendez-vous de la France, soutien historique du régime Eyadéma ?**

**André Afanou :**

Sous Eyadéma, le Togo France avait jamais connu d'élection présidentielle réellement transparente et démocratique. La part de responsabilité de la France est grande ? On se souvient de l'empressement de Chirac à féliciter Eyadéma « son ami personnel » chaque fois que celui-ci faisait proclamer des résultats frauduleux. Au moment où l'Etat français prétend vouloir faire de l'année 2010, année de l'Afrique pour marquer les cinquantièmes des indépendances, il est temps qu'avec cette présidentielle, la France donne un signal fort aux Togolais d'abord et aux Africains ensuite. Soit elle se range du côté de la démocratie et des libertés, soit elle continue de promouvoir la voie de la tricherie et de la malhonnêteté et dans ce cas, elle doit s'assumer le fait d'être le soutien des régimes autoritaires. J'ose croire que le président Sarkozy et son gouvernement inscriront leur action dans la première logique.

*Source : <http://survie.org/billets-d-afrique/2009/186-decembre-2009/article/andre-kangni-afanou-le-cacit>*

---

### Document 4 :

Congo Brazzaville : Détention arbitraire des militants Christian Mounzeo et Brice Mackosso  
1er mai 2006

Président depuis janvier 2006 de l'Union Africaine, le dictateur congolais Sassou N'Guesso voit son image régulièrement ternie par des accusations de violations des droits de l'homme et de détournement massif de la manne pétrolière. Devant des journalistes évoquant ouvertement devant lui le degré de corruption de son régime, il annonçait il y a peu le lancement d'une vaste offensive anti-corruption. Le cynisme du régime Sassou n'ayant pas de bornes, les premières cibles ont été ceux-là même par qui les principales accusations de détournement et de violations des droits qui handicapent le régime sont arrivées ces dernières années.

Christian Mounzeo, président de la *Rencontre pour la Paix et la Défense des Droits de l'Homme* (RPDH) et Coordonnateur de la *Coalition Africaine pour la transparence dans la gestion des ressources pétrolières en Afrique* « *Publiez ce que Vous Payez* », et l'Abbé Brice Mackosso, secrétaire permanent de la commission épiscopale *Justice et Paix*, ont été arrêtés à

Pointe-Noire au Congo le 6 avril 2006. Interrogés au commissariat central de Police puis au commissariat du Port de Pointe-Noire, ils ont ensuite été incarcérés à la maison d'arrêt de Pointe-Noire où ils se trouvaient encore le 25 avril. La Police a perquisitionné, sans mandat et hors de leur présence, les domiciles des deux hommes et y a saisi des documents relatifs au « Plaidoyer pour une gestion plus transparente des revenus pétroliers », la mobilisation qui est à l'origine de la diffusion de la campagne « *Publiez ce que vous Payez !* » en Afrique, où une dizaine de plate-formes nationales ont été constituées, inquiétant sérieusement les pouvoirs en place. Cette perquisition n'a fait l'objet d'aucun procès verbal, et les documents saisis n'ont pas été mis sous scellés ce qui peut faire craindre l'adjonction de fausses preuves.

Au Congo, Christian Mounzeo et Brice Mackosso incarnent les mobilisations de la société civile pour une répartition plus équitable des revenus du pétrole, qui fait l'objet depuis 40 ans d'un détournement massif opéré en connivence entre la société pétrolière Elf (aujourd'hui Total) et les chefs d'Etat « aux ordres » qui se sont succédés à la tête de l'Etat congolais depuis les « indépendances ». Bien connu des militants anti Françafrique, Christian Mounzeo participait en février 2003 à l'Autre Sommet pour l'Afrique, organisé à l'Hôtel de Ville de Paris par Survie et Agir Ici, en marge du sommet des chefs d'Etat franco-africains. Quelques mois plus tard Brice Mackosso intervenait à son tour au *Sommet pour un Autre Monde* d'Annemasse, lors d'une conférence sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Cette visibilité n'est pas pour plaire au pouvoir congolais. En décembre 2005, le ministre des Finances et le conseiller spécial à la jeunesse de Sassou avaient déjà proféré des menaces à l'encontre des deux hommes et, au delà, à la coalition « *Publiez ce que vous payez !* » qui venait de dévoiler l'existence de sociétés écrans pour détourner les revenus du pétrole.

Le prétexte trouvé pour se débarrasser des deux hommes est la plainte pour détournement de fonds d'un ancien responsable de la RPDH. Derrière le procureur du TGI de Pointe-Noire on devine la main du directeur général de la police, le général Ndenguet. C'est ce fameux général Ndenguet qui, lors d'un séjour en France, fut interrogé par un juge d'instruction à Meaux, dans l'enquête ouverte à la suite des plaintes de familles des disparus du Beach de Brazzaville, mis sous mandat de dépôt et libéré dans la nuit même sur intervention du ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin à la demande de Denis Sassou Nguesso. Rappelons que Christian Mounzeo a été Secrétaire Général de l'*Observatoire Congolais des Droits de l'Homme*. Comme tel c'est lui qui a alerté l'opinion dans l'affaire des disparus du Beach.

On peut aussi penser qu'au moment où se met en place un processus de certification des bois coupés en Afrique centrale, qui est loin d'être satisfaisant, certains ont tout intérêt à faire taire les rares citoyens qui ont le courage de dénoncer le pillage des ressources.

La machination et les violations du droit sont patentes dans l'arrestation de ces deux défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement. Dans le monde entier un vaste mouvement de solidarité s'est mis en place pour demander la libération des deux hommes, emmené par tous les relais nationaux de la campagne « *Publiez ce que vous payez !* » (du Canada à l'Azerbaïdjan) mais aussi par des représentants des évêchés français, américains et congolais. Le 24 avril, la Banque Mondiale se disait également préoccupée par la situation.

Nous demandons à notre tour au Président de la République M. Chirac et au premier ministre M. de Villepin de faire pression sur leur ami Denis Sassou Nguesso pour qu'il fasse en sorte que Christian Mounzéo et Brice Mackosso recouvrent immédiatement leur liberté et que leur sécurité soit assurée.

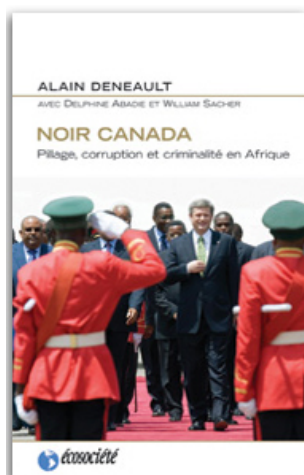


Propos recueillis par **Fabrice Tarrit**

Source : <http://survie.org/billets-d-afrique/2006/147-mai-2006/article/congo-brazzaville-detention>

---

Document 5 :



**NOIR CANADA**  
*Pillage, corruption et criminalité en Afrique*

Alain DENAULT, avec Delphine ABADIE et William SACHER

Aux éditions Écosociétés